

Notre passé n'est pas à vendre

Nuestro pasado no está en venta

Laurent OLIVIER

Musée d'Archéologie Nationale
78105 Saint-Germain-en-Laye (France)
laurent.olivier@culture.gouv.fr

Recibido: 07/01/2013

Aceptado: 04/02/2013

RÉSUMÉ

L'archéologie est aujourd'hui brutalement attaquée dans sa raison d'être, sous l'effet de la pression d'une logique de marché, à laquelle elle devrait se soumettre au nom des impératifs de la «gestion du patrimoine archéologique». Cette soumission trouve sa forme la plus visible dans l'essor de l'archéologie dite «préventive», mais elle touche également, sous des formes non moins violentes, le fonctionnement des musées et de la recherche institutionnelle. Cette mise au pas de l'archéologie se traduit, à l'intérieur de la discipline, par le développement d'un véritable processus de prolétarianisation de la recherche. À l'extérieur, la «marchandisation» de l'archéologie défait le lien politique qui unit l'étude et la préservation des vestiges du passé à la communauté des citoyens qui les ont reçus en héritage. Ainsi cette soumission à la norme économique produit-elle une double exclusion: elle exclut les archéologues de leur propre discipline, comme elle exclut les citoyens de leurs propres affaires; à savoir la chose publique, la res publica. Partout en Europe, le même constat s'impose: une nouvelle classe de technocrates prend le pouvoir sur les chercheurs et les créateurs. Elle démantèle les domaines dont elle s'empare pour en faire une simple activité de production économique, désormais vidée de son sens. Nous ne pouvons, en conscience, abandonner la conduite de notre discipline. N'abandonnons pas l'archéologie, comme nos prédécesseurs l'ont abandonnée au fascisme et au nazisme.

MOTS-CLÉ: *Omnimarchandisation. Surmodernité. Gestion du patrimoine archéologique. Archéologie préventive. Theodor Adorno. Max Horkheimer: Kulturindustrie.*

RESUMEN

La arqueología está hoy siendo atacada brutalmente en su razón de ser, bajo el efecto de la presión de una lógica de mercado a la cual debería someterse en nombre del imperativo de la "gestión del patrimonio arqueológico". Esta sumisión encuentra su forma más visible en el auge de la arqueología denominada "preventiva", pero también alcanza, bajo formas no menos violentas, el funcionamiento de los museos y la investigación institucional. La sumisión de la arqueología se traduce, dentro de la disciplina, en el desarrollo de un auténtico proceso de proletarianización de la investigación. En el exterior, la "mercantilización" de la arqueología deshace el vínculo político que une el estudio y la preservación de los vestigios del pasado a la comunidad de ciudadanos que los han recibido en herencia. Esta subordinación a la norma económica produce una doble exclusión: excluye a los arqueólogos de su propia disciplina como esta excluye a los ciudadanos de sus propios asuntos, es decir, de la cosa pública, la res publica. En toda Europa se constata y se impone lo mismo: una nueva clase de tecnócratas toma el poder sobre los investigadores y creadores. Desmantela los ámbitos de los que se apropia para hacer de ellos una simple actividad de producción económica, a partir de entonces desprovista de su sentido. No podemos, en conciencia, abandonar el control de la dirección sobre nuestra disciplina. No abandonemos la arqueología como nuestros predecesores la han abandonada al fascismo y al nazismo.

PALABRAS CLAVE: *Mercantilización. Sobremodernidad. Gestión del patrimonio arqueológico. Arqueología preventiva. Theodor Adorno. Max Horkheimer: Kulturindustrie / industrial cultural.*

«Ce qui vient au monde pour ne rien troubler ne mérite ni égard ni patience.»

René Char, *Commune présence*. Paris, Gallimard, 1978.

1. Introduction

Dans toute l'Europe, les dernières années qui viennent de s'écouler nous ont mis sous les yeux une évidence que beaucoup jugeaient impensable avant qu'ils n'y soient confrontés eux-mêmes: le fonctionnement ordinaire de l'économie, dans le monde post-industriel occidental, attaque la société. Il est devenu clair que les catastrophes bancaires produites par la spéculation financière dégradent non seulement la vie des individus, des familles et des collectivités, mais que, plus profondément, elles déstructurent l'ordre social. Produisant du désespoir en masse, elles défont le lien collectif. Cette dégradation de «l'être ensemble» altère la politique, qui est confrontée désormais à l'explosion d'un ressentiment collectif, d'autant plus violent que la cause du malheur généralisé n'est pas directement identifiable en tant que telle. La tentation est grande alors de désigner des boucs émissaires, que l'on cherche à l'intérieur même de la collectivité. Dans les pays les plus touchés, on voit ressurgir brutalement une haine de l'autre que les temps passés de la prospérité avaient contribué à refouler. Dans cette situation, la perspective d'un retour du fascisme n'est plus de l'ordre du fantasme, des fictions que l'on agite pour se faire peur. Nous sommes suspendus à la menace de l'avènement d'un fascisme soft, maîtrisant l'exploitation des médias et d'Internet: le totalitarisme étouffant et médiocre d'un monde dominé par le marché et la finance.

Les archéologues ne sont pas seulement des citoyens; ils sont aussi des acteurs de l'économie. Face à l'expansion urbaine qui submerge partout l'ancien monde rural, ils fouillent les sites archéologiques voués à la destruction par les travaux d'aménagement. Ainsi, participent-ils à cette transformation irréversible du sol, dans la mesure où ils en sont aussi les agents, au titre de la préservation du patrimoine archéologique. Les recherches qu'ils mènent sont financées par de l'argent public et/ou privé. C'est le cas également des institutions dans lesquelles ils travaillent. Quels qu'ils soient, ces financements servent une politique. C'est précisément la raison pour laquelle on les coupe lorsque l'on considère que ces soutiens financiers sont inutiles ou insuffisamment productifs. Où qu'ils soient et quoiqu'ils fassent, les archéologues ne sont donc pas isolés dans leur «tour d'ivoire»: sur le terrain, ils sont les relais d'une certaine gestion du patrimoine et de l'aménagement du territoire; dans

leurs institutions ils sont les agents d'une certaine conduite de la culture et de la recherche. A ce titre les archéologues sont concernés, comme citoyens et comme acteurs, par les politiques qu'ils contribuent à perpétuer ou à mettre en œuvre. Pour le dire plus précisément, leur conscience est doublement interpellée par ce qu'ils font, et par ce qu'on leur demande de faire. Les questions qui se posent à leur conscience sont celles-ci: «en quoi ce que je fais contribue-t-il réellement à la protection et à la transmission du patrimoine archéologique, qui est ma mission?» et «en quoi ce que l'on me demande de faire contribue-t-il véritablement à enrichir la culture et à approfondir la recherche, et non pas à les appauvrir et à les dégrader?»

Qu'on le veuille ou non, faire de l'archéologie est une manière de faire de la politique, car l'archéologie procède, fondamentalement, d'une «politique du passé» (Olivier 2012:260). C'est pourquoi nous devons nous interroger, en tant qu'archéologues, sur le contenu de ces politiques que nous contribuons à mettre en place, ou plus exactement à relayer. Car la raison d'être de toute archéologie est politique: nous avons reçu la mission de nous occuper des vestiges du passé parce qu'il s'agit d'un bien commun, qui nous a été légué par les innombrables générations d'hommes et de femmes qui ont vécu avant nous. Ce legs irremplaçable appartient à la collectivité, laquelle a le devoir de le préserver, de le mettre en valeur et de le transmettre aux générations futures. C'est pourquoi ce bien hérité du passé de l'humanité est non seulement inaliénable, mais aussi fondamentalement collectif: le patrimoine archéologique appartient à tous et à personne en particulier. A ce titre, il est un des éléments qui contribue au maintien du lien social: c'est une tâche collective –c'est-à-dire une responsabilité politique– que d'en prendre soin pour le bénéfice de tous.

2. L'archéologie depuis ces trente dernières années: quel bilan?

C'est dans ce contexte qu'il est urgent de s'interroger sur les conséquences que les transformations économiques de ces dernières décennies ont produites sur l'archéologie. En trente ans, la pratique de l'archéologie en Europe s'est transformée radicalement. Cette mutation s'est réalisée à une échelle sans commune mesure avec les transformations que la discipline avait pu connaître auparavant en un siècle et demi d'existence. L'une des évolutions les plus marquantes, qui a transfiguré à la fois le statut et l'exercice de l'archéologie, est l'expansion sans précédent de «l'archéologie préventive». En effet, la situation de l'archéologie aujourd'hui n'a plus

rien en commun avec celle que dépeignait au début des années 1960 le préhistorien français André Leroi-Gourhan (1983:136). Comme le soulignait le découvreur de Pincevent, une indigence criante en moyens financiers et en personnels, entretenue par «l'indifférence indulgente» des pouvoirs publics, se conjugait alors à la dilapidation d'un patrimoine scientifique et culturel inestimable. Ce gaspillage des «archives du sol» était provoqué à la fois par le manque de formation professionnelle des fouilleurs et par l'absence de suivi archéologique des opérations d'aménagement.

Depuis cette époque maintenant lointaine, les destructions n'ont pas été enrayerées, mais elles ont été contrôlées. Dans les différents pays européens, des procédures d'intervention archéologique préalables aux travaux d'aménagement ont progressivement été mises en place. Parallèlement, le financement de ces opérations archéologiques «préventives» a été imputé, souvent par des dispositions réglementaires, aux aménageurs privés ou publics. L'extraordinaire multiplication des opérations, combinée à un afflux de moyens dégagés par les aménagements, a changé la physionomie de l'archéologie. Jusqu'alors, la pratique de la discipline s'était forgée en effet dans une tradition de pénurie valorisant le bricolage. En bénéficiant d'une professionnalisation massive, les pratiques de l'archéologie se sont homogénéisées, rationalisées et normalisées. Les opérations de terrain elles-mêmes ont changé d'échelle. Elles sont passées des sondages minuscules ou des fouilles ponctuelles à des décapages gigantesques, révélant d'un coup l'intégralité de sites complets, ou encore à d'immenses transects, découvrant des paysages fossiles entiers. Le champ chronologique de la discipline s'est par ailleurs considérablement agrandi, en particulier grâce à la prise en compte des périodes postérieures à l'Antiquité. Il a fallu étudier en effet les sites des époques modernes et contemporaines lorsque l'on a commencé à traiter systématiquement la globalité des vestiges archéologiques présents dans le sol. Ainsi, l'ensemble de ces transformations a-t-il complètement renouvelé les matériaux et les problématiques de l'archéologie. Celle-ci embrasse désormais un domaine considérable, dont la richesse et la diversité dépassent désormais de loin celles de l'Histoire traditionnelle.

Tout cela a été dit et redit. On a peu réfléchi, cependant, sur l'impact qu'a eu cette évolution sur la manière de penser la pratique de la discipline, dans son ensemble. On s'est peu interrogé, en particulier, sur les transformations que ces mutations ont imposées à notre appréhension des matériaux archéologiques eux-mêmes. Car l'essor de l'archéologie préventive signifie plus qu'un simple déplacement

des pratiques conventionnelles de la discipline –prospector, fouiller, étudier– dans le champ de l'urgence ou de la nécessité, en faisant de l'intervention archéologique une opération préalable aux travaux d'aménagement. Elle signifie plus, non seulement parce que la généralisation des travaux de sauvetage a complètement remodelé les pratiques de l'archéologie, mais aussi et surtout parce que l'avènement de cette nouvelle archéologie préventive a amené à penser l'archéologie *en tant qu'opération économique*: à partir des années 1980, de nouvelles générations d'archéologues ont du apprendre à convertir des interventions qui relevaient jusque là de la pure recherche fondamentale en délais d'exécution, et surtout en volumes de moyens financiers, humains et matériels.

3. La prolétarianisation de l'archéologie

Il faut faire le juste compte de cette transformation et, puisqu'il est question ici de la mobilisation des moyens scientifiques et humains de la discipline archéologique au profit de l'aménagement du territoire et du développement urbain, il est essentiel de déterminer également la *valeur des retours*, pour l'archéologie elle-même, qu'a suscité cette intégration de la discipline dans l'activité économique. Car cette incorporation ne va pas de soi. En réalité, si cette «économisation» de l'archéologie a effectivement considérablement augmenté les moyens de l'exercice de la discipline, elle en a en même temps formidablement rogné le champ de ses ambitions légitimes. Dans sa démarche en effet, l'archéologie est supposée constituer une activité de sauvegarde des témoins matériels du passé. Néanmoins, en intégrant cette pratique dans le champ économique, on lui a dénié le droit de dire non; c'est-à-dire d'empêcher, pour des motifs de sauvegarde, la destruction des vestiges qu'elle est censée protéger. Ce changement s'est transcrit subtilement dans le vocabulaire: en France, on a désormais préféré ne plus parler d'archéologie de sauvetage –qui impliquait justement que l'on arrache les vestiges archéologiques à leur destruction programmée– pour utiliser plutôt le terme d'*archéologie préventive*. Sous cette modification sémantique, il faut entendre que l'intervention des archéologues se trouve limitée à une simple observation préalable aux travaux d'aménagement, lesquels sont en revanche tenus pour inéluctables. On ne sauvera plus les vestiges; on «*purgera*» les terrains promis à l'aménagement de leur «contrainte archéologique».

Plus profondément, les ambitions de la pratique archéologique se sont trouvées réduites à des impératifs *immédiatement quantifiables*. En s'imposant

comme une norme, ceux-ci ont provoqué un repli de l'activité archéologique sur une position de pure «gestion patrimoniale». C'est-à-dire qu'en réalité on a restreint les exigences de l'analyse archéologique à un simple travail d'identification; les travaux de recherche fondamentale se trouvant rejetés, en quelque sorte par nature, au delà des préoccupations de cette nouvelle archéologie économique. Dès 1979, Jean-François Lyotard avait attiré notre attention sur l'impact que la priorité accordée de plus en plus largement aux activités de quantification était destinée à produire sur la nature du savoir: «on peut (...) en tirer la prévision, écrivait-il, que tout ce qui dans le savoir constitué n'est pas traduisible [en quantités d'information] sera délaissé, et que l'orientation des recherches nouvelle subordonnera à la condition de traduisibilité des résultats éventuels en langage de machine» (Lyotard 1979:12-13).

Ainsi, en se pliant aux nécessités des travaux d'aménagement, les archéologues ont-ils perdu leur capacité de choisir les sites sur lesquels ils décidaient jusqu'alors d'intervenir. En adoptant la nouvelle langue du «traitement de la contrainte archéologique», ils ont perdu par ailleurs la maîtrise de la production du savoir qu'ils élaboraient dans le passé. Ils ont fini par en être réduits à chercher du travail là où les moyens étaient disponibles. Ils ont cessé d'être des penseurs, ou des chercheurs, pour devenir de simples techniciens. En d'autres termes, le marché a commencé à décider pour l'archéologie; tandis que se mettait en marche un véritable processus de prolétarianisation de la discipline. Car, à plus grande échelle, la «marchandisation» de l'archéologie produit deux effets conjoints, qui conduisent à exclure les archéologues de leur propre discipline:

- Alors que l'archéologie était rare, l'archéologie est maintenant *chronique*: il y a trop de découvertes, trop d'informations pour que l'on puisse les maîtriser dans leur ensemble à l'intérieur des découpages chronologiques ou des thématiques traditionnelles de la discipline. Aussi, cette abondance est-elle retirée aux archéologues, car l'abondance devient banalisation, quand toute diversité qualitative a été retirée aux produits de l'archéologie devenue chose marchande.

- Les archéologues sont d'autre part progressivement *exclus du champ de l'archéologie*, non pas par l'abondance des «produits» archéologiques, mais sous l'effet du caractère nouveau qu'acquiert ces derniers: parmi les archéologues, personne n'a plus désormais la possibilité, que ce soit à titre individuel ou institutionnel, de mobiliser à lui seul les moyens mis au service de l'archéologie «commerciale». Ce mouvement alimente un processus d'exclusion des archéologues

entre eux, comme des archéologues vis-à-vis du «produit» archéologique qui est fabriqué globalement.

On a vu enfin se mettre en place un *formatage préalable* des opérations et la définition de seuils financiers au delà desquels il devenait déraisonnable de contraindre les entreprises à financer les interventions. Les autorités en charge de l'archéologie en sont donc venues à garantir, pour le bon fonctionnement du marché, ces seuils de tolérance archéologique; c'est-à-dire à constituer des instances de régulation de la pression des découvertes, qui conduisaient au contraire à multiplier les champs d'intervention de la discipline et à amplifier son engagement scientifique et professionnel. Plus concrètement, les institutions chargées par la collectivité sociale et politique de protéger l'archéologie sont devenues celles qui organisent son adaptation aux exigences et au fonctionnement d'une logique d'entreprise. Nous devons le savoir.

Ainsi, les archéologues ne sont-ils plus désormais des chercheurs, mais des «travailleurs» (au sens anglo-américain de «workers»). Ils ne produisent plus pour eux-mêmes –c'est-à-dire pour la recherche archéologique– mais pour la puissance économique que représente la commercialisation de l'archéologie. Comme l'écrivait de manière prophétique Guy Debord dans sa *Société du spectacle*, «le succès de cette production, son abondance, revient vers le producteur comme *abondance de la dépossession*. Tout le temps et l'espace de son monde lui deviennent étrangers avec l'accumulation de ses produits aliénés.(...) Les forces mêmes qui nous ont échappé *se montrent* à nous dans toute leur puissance» (Debord, 1992: 16, Thèse 31). Lorsque l'imédiateté du présent empêche toute réflexion dans la durée, lorsque l'activité de la pensée n'alimente plus qu'un travail élémentaire d'identification et de quantification, le «produit» archéologique n'est plus qu'une marchandise sans contenu, un «emballage» d'archéologie dépourvu de sens. Le nivellement par le bas de la production archéologique est désormais irrépressible, car il est non seulement une conséquence directe du fonctionnement du marché, mais plus profondément il s'impose comme une nécessité élémentaire de son existence. Aussi, lorsque le travail de l'archéologie n'est plus qu'une activité d'expertise technique, l'espace intellectuel de la discipline devient trop exigu pour autoriser le développement d'autres approches du passé, qui poseraient d'autres questions. Celles-ci sont tout simplement sans objet, car elles n'intéressent ni les «collègues» producteurs ni leurs «clients» consommateurs ou utilisateurs. La pensée est exclue du champ de la production archéologique; elle est disqualifiée par

l'assujettissement de l'archéologie à l'économie. Nous en sommes aujourd'hui parvenus là.

4. La culture est devenue un produit

Ce sont évidemment dans les domaines où l'archéologie s'adresse au public sous la forme d'un service, ou d'une prestation, que les effets de cette «marchandisation de la culture» sont les plus visibles. Les sites archéologiques visitables, de même que les musées, sont de plus en plus largement gérés comme des entreprises commerciales. Cette évolution se traduit par un retrait de l'identité des sites ou des collections devant les «produits» qui en sont proposés; c'est-à-dire par un effacement du contenu au profit du contenant. Les sites proposent dorénavant une déclinaison de «produits» supposés adaptés aux différents types de clientèle auxquels ils s'adressent. On ne dit plus *le* public des visiteurs mais *les* publics. On parle désormais d'*offre* culturelle, comme si les musées n'étaient plus que des fournisseurs, ou plus exactement des *opérateurs*, alimentant des *consommateurs* en produits culturels. La mission d'instruction publique naturellement portée par les musées s'efface au profit d'une politique du chiffre, qui consiste à attirer le plus possible de monde, quel que soit ce qui leur est proposé. C'est ainsi que l'on pousse les musées à devenir des «*lieux de vie*» –comme si c'étaient jusqu'alors des lieux de mort– où l'on puisse passer boire un verre ou déjeuner, fêter un anniversaire entre amis ou organiser une soirée d'entreprise... Le musée et ses collections se changent progressivement en un décor, que l'on voudrait chic. Dans cette situation, l'archéologie, avec ses séries d'objets endommagés, y devient gênante, hors de propos : en tout cas, ce n'est plus elle qu'il s'agit de valoriser, mais ce que des *gestionnaires du patrimoine* considèrent comme apte à séduire le public. Il ne faut plus ennuyer les *usagers* des musées avec des données compliquées, dont l'assimilation demande un effort intellectuel; il convient désormais de les *distraindre* en leur proposant des offres culturelles ludiques.

Comme les musées, les «centres d'interprétation» deviennent, avec leurs indispensables boutiques, des points de vente de produits dérivés. On y trouve des livres et des brochures, mais aussi des reproductions et des articles divers: des badges, des jouets, des crayons etc. Ce sont désormais, dans le langage commercial du *marketing*, des «*sites*» de vente. Selon cette logique marchande, la singularité que constitue l'identité archéologique des sites ou des collections présentées dans les musées tend à se transformer en un handicap commercial, qu'il

convient de contourner. L'archéologie au sens strict ne vend pas assez, par comparaison avec ce qui se vend ailleurs: les enfants jettent plus facilement leur dévolu sur les petites figurines de Vikings et les parures de princesse en plastique que sur les austères ouvrages d'archéologie. C'est pourquoi il importe que ce qui se vend bien ailleurs dans le réseau des sites et des musées puisse se vendre également sur les «sites» liés à l'archéologie. Il s'en suit un inéluctable nivellement par le bas de la marchandise, dans la mesure où cette «logique du succès commercial» consiste à privilégier la consommation de masse, en favorisant le plus petit dénominateur commun des produits qui se vendent. Dans tous les lieux de l'archéologie ouverts au public, on trouve désormais la même camelote médiocre et jetable: les porte-clés, les gommages, les aimants à coller sur le frigo, etc...

5. La recherche est un (re)packaging

La recherche institutionnalisée n'échappe pas à cette dégradation du statut de l'archéologie, puisqu'elle se trouve prise elle aussi dans ce processus de «marchandisation» de la discipline. On le voit particulièrement bien dans l'enseignement universitaire des pays anglo-américains, où les universités doivent trouver par elles-mêmes une partie de leur financement. Il leur faut trouver des «clients» prêts à recourir à leurs services, à investir dans les filières de formation qu'elles prodiguent, ou plus généralement à acquérir les diplômes qu'elles dispensent. De nombreux départements d'archéologie tentent ainsi de développer des services de «sciences archéologiques» («*archaeological sciences*»), qui pourront fournir des travaux d'expertise à l'archéologie commerciale. D'autres cherchent à diversifier la nature de leurs diplômes, afin de les adapter à de nouveaux types de «clientèle» universitaire: en Grande-Bretagne, on a vu ainsi apparaître au cours de ces dernières années des diplômes d'archéologie locale, qui s'adressent plus particulièrement à la clientèle des «*seniors*» et des retraités aisés.

Ces évolutions récentes posent un problème inédit à la recherche et à l'enseignement académiques, dans la mesure où elles s'attaquent directement à la nécessaire continuité de la transmission intellectuelle. L'un des effets immédiats de la «marchandisation» de l'université est de produire en effet un éclatement de la discipline selon les diverses «niches» de clients auxquelles elle s'adresse et dont l'existence finit par légitimer le développement de problématiques ou de perspectives supposées propres. L'atomisation de la discipline –et son corollaire, la recherche d'approches «intégrées» ou «pluri-disciplinaires»– est un produit direct de

mise sous tutelle de la discipline vis-à-vis de l'économie. Dans cette archéologie désormais éclatée en une multitude de chapelles ou de spécialités, seul compte, en définitive, le point de vue; c'est-à-dire le lieu du discours, et la place que celui-ci occupe dans la configuration immédiate de la production scientifique vue comme un «grand marché des idées». Car l'autre effet principal de cette soumission de la recherche et de l'enseignement au marché est de transformer les contenus intellectuels en *produits*. Les interprétations et les approches n'ont plus désormais de valeur que dans la mesure où elles rencontrent un auditoire et où elles trouvent un succès.

Dans cette course à la survie –exprimée par le fameux «*publish or perish*»–, seule compte dorénavant l'immédiateté, ou plus exactement la *réactivité*. Un contenu intellectuel qui a eu du succès dans le passé mais qui n'en a plus à l'instant présent n'existe plus, car il a perdu toute *valeur*. Il est *périmé*, comme l'est un aliment industriel qui a dépassé sa date de péremption. Ici également, la connaissance est devenue marchandise: seule compte le «besoin» du consommateur ou du client; seule compte la démarche pour susciter chez lui le désir de consommer le produit que l'on cherche à lancer sur le marché. Seule compte la nouveauté, seul importe le succès immédiat. Si les chercheurs veulent désormais survivre, il leur faudra développer incessamment de nouveaux «produits» capables de capter l'*audience* mouvante du public.

6. Le passé «marchandisé»

Le champ de la «marchandisation» s'est donc désormais étendu à l'ensemble de l'archéologie. Ce qui a changé au cours de ces dernières années, c'est que la science (avec la technique, la politique, ou la culture) est dorénavant soumise directement au marché. Car la science fonctionne maintenant elle aussi dans le présent absolu de l'économie de marché: c'est cette réduction au présent qui justifie l'abandon de l'investissement en temps dans la recherche. Dans cette situation, une telle dépense est non seulement devenue inutile, mais surtout dangereuse. Il serait très aventureux en effet de commencer à investir dans la recherche fondamentale qui n'aurait pas d'application économique à très court terme, car les chercheurs seraient déjà dépassés à l'instant même où ils cesseraient de participer à cette course permanente à l'innovation. Comme les conditions changent très vite, les entreprises –ou ici les producteurs d'archéologie– doivent être en mesure de se réorienter très rapidement, en satisfaisant de plus en vite aux exigences du marché. Ainsi s'instaure le règne de la «*flexibilité*»: il faut pouvoir proposer

en un temps record un produit nouveau; il faut en développer un autre en le moins de temps possible. Dans ces conditions, la recherche devient un art du packaging, une activité de conditionnement des travaux scientifiques sous la forme de *supports de communication*. Dans cette course aux projets, les chercheurs n'ont plus le temps, matériellement, de produire de la recherche; ce qu'on leur demande de diffuser, c'est l'*image* de la recherche.

Il faut dire une fois encore que ces deux aspects apparemment opposés de la nouvelle archéologie marchandisée (les produits intellectuels des «chercheurs» académiques contre les produits matériels des «fouilleurs» de l'archéologie de terrain) ne sont contradictoires qu'en apparence. Ils se répondent symétriquement l'un à l'autre dans la mesure où ils sont les résultats d'un seul et même processus. En effet, cette archéologie académique «libéralisée» d'une part et cette archéologie de terrain «commercialisée» d'autre part contribuent chacune à éloigner les archéologues entre eux, chacun travaillant pour ou dans des ghettos académiques ou professionnels différents. Elles concourent d'autre part l'une et l'autre à déposséder les fouilleurs et les chercheurs de leurs *créations* et de leur *art*. De tout cela, il ne nous faut retenir que l'essentiel: les conditions mêmes qui rendent possible la production de la pensée (disposer de temps *à soi* et *pour soi*) sont supprimées dans la logique de l'instantanéité marchande. Ce présent total, dans lequel il est devenu matériellement impossible de penser, c'est, fondamentalement, la dimension temporelle de l'univers totalitaire. Car est totalitaire un système qui asservit les hommes en leur niant toute possibilité de penser ou d'agir autrement qu'ils sont contraints à le faire.

7. Quels sont les enjeux?

Contrairement à ce que l'on entend dire, le marché global n'a pas encore complètement gagné. L'un des obstacles les plus sérieux auxquels est confrontée son expansion demeure le *morcellement* persistant des collectifs humains. C'est pourquoi l'essor des communications –en particulier grâce à Internet– est un facteur essentiel du développement durable de l'économie «globalisée». Néanmoins, au delà, cette nouvelle économie requiert de fluidifier encore plus la circulation des échanges économiques, qui sont toujours ralentis par toute une série de barrières, dont au premier chef celles des régulations sociales. L'archéologie est désormais dans cette configuration, dès lors qu'elle a acquis un poids économique. Du simple point de vue de la logique de marché, ses chances de développement, à l'échelle européenne, résident maintenant dans une uniformisation des procédures

et des standards de fonctionnement, de manière à ce que demain les opérateurs de n'importe quel pays puissent intervenir n'importe où en Europe. En réalité, ce qui se joue désormais, c'est la mise sous tutelle de l'archéologie, en tant que pratique et création scientifiques, aux lois du marché économique. Cet asservissement dépend de trois enjeux: d'une part la déréglementation du marché de l'archéologie (l'objectif étant, à terme, de casser les lois nationales trop contraignantes pour les opérateurs privés), d'autre part la suppression des intermédiaires interposés entre le produit et le client (l'objectif étant d'achever de briser les spécialisations thématiques ou scientifiques traditionnelles de l'archéologie) et enfin le décloisonnement de la pratique archéologique (en la soumettant, totalement, à la logique et au fonctionnement des entreprises néo-libérales).

Sous sa forme actuelle, l'archéologie préventive est donc une des formes induites de l'*omnimar-chandisation* du monde provoquée par le processus de globalisation économique dans lequel se sont engagées les sociétés post-industrielles occidentales (Latouche 1989). Cet envahissement du monde par l'économie provoque une crise de l'action et de la pensée politiques. Celle-ci se traduit par deux phénomènes conjoints; à savoir d'une part la soumission des appareils d'État aux contraintes de la technoeconomie mondiale, et d'autre part la dépolitisation des citoyens. Les citoyens, en effet, se trouvent d'une part exclus des décisions économiques prises à leur sujet par des représentants politiques qu'ils ont paradoxalement élus; ils sont d'autre part maltraités ou ignorés par des organismes qui, à l'origine, ont été créés pour prendre soin d'eux ou leur rendre service. Dans ce contexte, cela signifie que le passé, dès lors qu'il perd sa qualité de bien social, ou de patrimoine collectif, et qu'il devient un enjeu économique, n'est pas autre chose qu'un *bien de consommation culturelle*. Le passé ne sert plus à joindre les hommes ensemble, à leur donner le sens d'un héritage commun, précieux car fragile et *unique*. Concrètement, cela signifie que l'archéologie, telle qu'elle est en train de se développer depuis ces trente dernières années, *participe activement au processus de désocialisation* globale provoquée par la transformation du monde en chose marchande. Nous devons dire clairement, nous autres archéologues, que nous ne voulons pas être plus longtemps les collaborateurs de cette trahison du collectif. C'est l'honneur de notre discipline qui est en jeu.

8. Archéologie et industries culturelles

La transformation du monde en une machine économique nous est présentée comme un processus

absolument inévitable. Elle nous est imposée, plus encore, comme un état objectif de notre environnement, auquel il serait non seulement absolument impossible d'échapper, mais surtout absurde d'envisager de se soustraire. Ce postulat repose sur une théorie, qui exclut du prétendu champ du réel tout ce qui n'est pas transformable en marchandise; c'est-à-dire tout ce qui n'a pas d'utilité économique immédiate. Plus précisément, cette appréhension du monde comme produit s'enracine dans une entreprise de réification d'un discours marchand: les choses sont ainsi, et pas autrement, parce qu'elles *fonctionnent matériellement* de cette manière. Il faut opposer à cette théorie une autre théorie, à ce discours dominant un autre discours, qui soit le nôtre et non plus celui qu'on veut nous faire tenir. L'un des objectifs les plus urgents est de combattre le fatalisme, en s'attaquant d'abord à la soumission des esprits, dont en premier lieu ceux des archéologues. Car, plus profondément, c'est bien une certaine vision de l'Histoire et du devenir historique qui est en cause. Là dessus, nous autres archéologues avons quelque chose à dire qui nous est propre.

Concrètement, que faire? L'une des premières urgences consiste à ouvrir les yeux sur notre situation réelle. Il faut commencer par repousser les clichés et les a priori qu'une appréhension comptable du monde nous a accoutumés à considérer comme des évidences. Ceci concerne au premier chef l'archéologie, à laquelle il faut rendre son caractère à proprement parler *inestimable*. Ce faisant, il nous faut développer par ailleurs une autre vision du passé et du collectif social, qui ressuscite pleinement *l'innovation historique*, actuellement discréditée par l'apparente «disparition de l'Histoire». Mais tout d'abord, il faut commencer à oser poser les questions qui touchent au fonctionnement du pouvoir à l'intérieur de cette nouvelle archéologie devenue opération économique, en bref isoler les *habitus*¹ que fabrique cette nouvelle archéologie soumise au marché.

En premier lieu, qui contrôle l'archéologie? De toute évidence, ce ne sont plus les archéologues eux-mêmes, qui se trouvent désormais relégués à un statut de producteurs ou plus exactement de *fabricants* de produits archéologiques. Les archéologues ne sont plus ceux qui *inventent* l'archéologie. Au profit de qui donc s'exerce cette entreprise de production d'archéologie, en un mot quels en sont les *clients*? Cette question n'a normalement aucun sens lorsque l'archéologie est un bien collectif. Elle en prend un, en revanche, quand l'activité archéologique devient partie prenante du champ économique: les clients de l'archéologie, ce sont d'abord les aménageurs, dans la mesure où c'est pour eux que travaillent désormais les archéologues, en libé-

rant les terrains de la contrainte archéologique. Les clients de l'archéologie, ce sont aussi les visiteurs des musées et des sites, qui achètent un *produit* élaboré à partir du travail des archéologues.

Avec la notion nouvelle de *clients*, intervient une seconde exclusion, toute aussi préoccupante que celle des archéologues vis-à-vis de leur propre discipline. Il s'agit de la mise à l'écart de la collectivité des citoyens de la prise de décisions concernant l'archéologie. Car qui décide au profit de qui? Ce sont des *gestionnaires* qui organisent l'enlèvement du tissu archéologique au profit des aménageurs – c'est-à-dire d'*entrepreneurs* – ce sont des *technocrates* qui décident de ce qui méritera d'être montré – ou plutôt vendu – à un public considéré comme des *consommateurs* qu'il est nécessaire de séduire. Enfin, qu'est-ce donc que ce produit commercial élaboré par ces nouveaux fabricants d'archéologie? Est-ce encore, est-ce réellement de l'archéologie ou n'est-ce pas plutôt désormais un *simulacre* d'archéologie diffusé par des *communicants*?

L'archéologie n'est qu'un des aspects d'un phénomène global de mondialisation de la culture, induite par le développement économique des ces trente dernières années. Dans les sociétés post-industrielles contemporaines, la production de la richesse ne procède plus en effet essentiellement de la fabrication de produits industriels, mais de la diffusion de *produits culturels*. Comme on le sait, ce sont désormais les industries des médias qui sont créatrices de richesses. A ce titre, l'activité marchande des sociétés occidentales contemporaines s'incarne dans de nouvelles industries de la culture ou *industries culturelles* dont les philosophes allemands Max Horkheimer et Theodor Adorno avaient saisi, dès la fin des années 1940, la nature foncièrement totalitaire (Horkheimer et Adorno 2012). On peut caractériser le fonctionnement de ces industries culturelles actuelles par la conjonction de trois critères principaux:

1. Les industries culturelles travaillent pour le marché; c'est-à-dire qu'elles exploitent une matière, constituée par la création culturelle, qu'elles transforment en marchandise.
2. Elles mobilisent des moyens massifs de production, de caractère véritablement industriel.
3. Elles mettent en œuvre des techniques avancées de reproduction et de diffusion en masse².

9. L'archéologie comme activité spectaculaire

Considérée globalement – c'est-à-dire autant comme une activité académique, une pratique de terrain et

comme un travail de valorisation du patrimoine – l'archéologie est devenue un secteur particulier de ces nouvelles industries de la culture. Or, l'activité des industries culturelles n'est viable sur le long terme que dans la mesure où leur fonctionnement s'inscrit dans une logique économique. Elles doivent engranger des recettes; c'est-à-dire qu'il leur faut produire de manière *rentable*. Comment y parvenir? Il est en premier lieu essentiel que, dans chacun des secteurs qu'elles exploitent, ces industries culturelles puissent capter la production des créateurs ou des chercheurs; il s'agit de les rendre *dépendants* – notamment des moyens techniques de production et de diffusion – c'est-à-dire *précaires*. Il est d'autre part fondamental que la production de ces chercheurs ou créateurs puisse être aisément transformée en produits culturels; c'est-à-dire en une marchandise sur laquelle ceux-ci *n'aient plus le contrôle*. Très concrètement, le résultat de cette «marchandisation» de la culture est que les créations culturelles ou scientifiques (ici la fouille, le travail des archéologues, la recherche archéologique) sont transformées en produits qui n'ont plus d'autre qualité que celle de leur apparence.

Il ne faut pas s'y tromper: intégrée à l'économie de marché, l'archéologie alimente désormais, en tant qu'industrie culturelle, un secteur non négligeable de l'activité économique. A l'intérieur de l'industrie du patrimoine, l'archéologie rapporte de l'argent, et surtout elle produit de la *valeur*. Dans ce contexte, le patrimoine culturel lié à l'archéologie (comme les chantiers, les sites ou les musées) devient à proprement parler une *ressource* économique, notamment en matière de tourisme. Les industries culturelles sont également des structures de production intégrées, qui visent à l'optimisation des produits. Ainsi, l'une des caractéristiques du domaine de production des industries culturelles est-elle que celui-ci inclut la *communication*; c'est-à-dire ce qui devrait normalement constituer l'*information* associée aux productions culturelles. Or, comme on l'a vu, il n'est pas tant question de promouvoir une connaissance qu'une *représentation*, une démonstration qu'un *spectacle*. C'est là un formidable nivellement par le bas de la diffusion de la discipline auprès du public, qu'il s'agit dorénavant de *distraindre* avec ce que nous produisons et non plus d'*instruire* avec ce que nous découvrons.

Cette question de la communication de l'archéologie est essentielle, car elle met directement en cause la conservation du patrimoine archéologique et la transmission des connaissances d'une génération d'archéologues à l'autre. En effet, jusqu'alors la perpétuation de la discipline archéologique prenait appui sur la transmission d'un *patrimoine* hérité du passé, qui était lié à un ensemble de *connaissances*

amassées depuis plusieurs siècles. Nous faisons de l'archéologie, jusqu'à maintenant, parce que nos prédécesseurs avaient révélé, depuis l'ancienne époque des «Antiquaires» du XVII^{ème} siècle, un ensemble de vestiges et de sites, qui soulevaient des questions dont l'intérêt scientifique imposait de s'occuper. Nous pratiquerons désormais notre discipline dans la mesure où nous trouverons un public que cela distraira. Pour quelques gagnants, il y aura immensément de perdants: certaines périodes, certains types de sites, certaines catégories de vestiges, ne parvenant pas à atteindre le succès –ou, dit autrement, n'étant plus *vendables*– devront être abandonnés. Les chercheurs qui leur consacraient leur travail devront alors se réorienter vers d'autres domaines plus *porteurs*, sous peine de disparaître à leur tour.

10. La société de la norme

Que se passe-t-il donc pour que la production d'un savoir archéologique *autonome* soit attaquée à ce point? Comme l'a remarquablement montré Michel Foucault, nos sociétés occidentales post-modernes sont fondamentalement des sociétés du contrôle et de la norme. «Nous sommes entrés, écrit-il, dans un type de société où le pouvoir de la loi est en train non pas de régresser, mais de s'intégrer à un pouvoir beaucoup plus général: celui de la norme. Ce qui implique un système de surveillance, de contrôle tout autre. Une visibilité incessante, une classification permanente des individus, une hiérarchisation, une qualification, l'établissement des limites, une mise en diagnostic. *La norme devient le partage des individus*» (Foucault 1994: 74-79)³.

Le contrôle des pratiques et des productions de l'archéologie par l'intermédiaire d'une série de dispositifs d'évaluation fondés sur l'établissement de normes ne sert pas seulement à «rationaliser» le fonctionnement de la discipline, en la rendant techniquement plus efficace ou économiquement plus rentable. C'est aussi la manifestation d'un pouvoir qui s'exprime au nom d'une idéologie: ce que la soumission aux normes organise, c'est l'assujettissement des individus qui pensent et qui travaillent à un ordre régi par des impératifs de gestion. Plus exactement, le contrôle par la norme a pour fonction de réguler le fonctionnement des individus et des collectifs afin qu'ils répondent à l'économie de la société post-moderne. En exigeant des individus qu'ils se soumettent à la norme, ces dispositifs de contrôle conditionnent les sujets: c'est par eux que passe en effet, aux différents niveaux de la hiérarchie du travail, l'ordre de la domination sociale.

Quel que soit le champ professionnel qu'elle affecte, la soumission aux logiques gestionnaires produit des effets similaires. Le respect des normes de gestion se substitue à celui des exigences éthiques portées par les professionnels dans l'exercice de leur activité. Encadrée par des normes de plus en plus contraignantes, évaluée selon des critères quantitatifs plus que qualitatifs, l'activité professionnelle s'enferme dans une pratique autistique, qui perd de vue la demande de la collectivité. La mission de service public est pervertie. Le savoir et les pratiques des professionnels sont confisqués au profit d'une nouvelle classe de gestionnaires qui, tenant le pouvoir, croit tout savoir. Dans ces conditions, l'activité professionnelle se prolétarise, perdant tout projet. Les professionnels ne sont plus que les exécutants d'un fonctionnement qui non seulement leur échappe mais vis-à-vis duquel ils doivent incessamment rendre des comptes. Ils cherchent de minuscules espaces de liberté dans les recoins de leur activité qui échappent encore à l'emprise de la norme, et sont contraints de transformer leur véritable travail en un bricolage officieux. On voit alors apparaître une nouvelle classe de responsables, qui sont chargés de l'application des normes. Ce sont, comme les désigne le psychanalyste Roland Gori dans son dernier ouvrage, des *imposteurs* (Gori 2013). Ne possédant généralement qu'une expérience limitée –voire nulle– du domaine professionnel qu'ils dirigent ou contrôlent, ces nouveaux potentats en organisent le démantèlement. Instaurant une tyrannie de la gestion, ils vampirisent le travail des professionnels, qui sont détournés de leur activité principale pour produire toujours plus de matière bureaucratique: courriers, dossiers, rapports, statistiques, inventaires... L'activité professionnelle n'y est ni plus efficace ni plus rentable, ou seulement moins coûteuse: elle est démobilisante, pour ne pas dire désespérante.

Comme le souligne Gori, «c'est dans les extrémités institutionnelles en apparence les plus éloignées de la domination sociale que s'insèrent et se densifient le plus intensément les effets de pouvoir et d'assujettissement» (Gori 2013:47). Ces nouvelles frontières, où le pouvoir technocratique cherche à imposer l'ordre de la norme, sont clairement identifiables: il s'agit de l'éducation, de la santé, et de la culture. Ce sont les derniers domaines qui échappent, en quelque sorte par nature, à la logique gestionnaire. L'efficacité de l'activité professionnelle ne s'y évalue pas nécessairement en termes quantitatifs, mais bien davantage en résultats qualitatifs, qui ne sont pas toujours immédiats. On y dispense de l'instruction, du soin et de la conscience. Dans ces secteurs jusque là protégés, le travail se rapproche d'une pratique artisanale, dans

laquelle comptent autant le savoir-faire personnel, que l'expérience acquise au cours des années et la qualité des rapports humains. C'est précisément pour toutes ces raisons que ces domaines professionnels –dont relève l'archéologie– sont soumis à une brutale tentative de prise en main.

11. Comment résister?

Il faut démonter l'argument néo-libéral présenté aux archéologues en faveur de la soumission de leur discipline aux «lois du marché», dans la mesure où cette rhétorique fait valoir de manière absolument fallacieuse que la culture –ou la science– auraient tout à gagner de leur intégration à la logique marchande, quand en réalité elles leur seraient asservies. Dans un premier mouvement, les «communicants» stigmatisent l'immobilisme, l'improductivité et la vétusté des pratiques traditionnelles garanties jusqu'alors par la collectivité. Ils font valoir, dans un second mouvement, que l'ouverture de la discipline au marché permettra d'augmenter la qualité des productions archéologiques grâce à l'apport de moyens financiers considérables et à l'application de technologies de pointe, utilisées en particulier dans le domaine de la communication. Ces nouveaux amis de l'archéologie font valoir enfin que l'obtention de ces moyens, jusqu'alors totalement hors d'atteinte des chercheurs, permettra aux archéologues de donner la pleine mesure de leur talent, en communiquant leur activité. Ils pourront, disent-ils, élargir leur audience à un nouveau public, à la condition de s'adresser au plus grand nombre. Enfin, ils assurent que cet apport d'air et d'argent frais favorisera l'éclosion de la créativité et l'essor de la diversité, l'une et l'autre étant stimulées par le libre jeu de la concurrence.

En réalité, il faut dire que la mise sous tutelle de l'archéologie vis-à-vis des pratiques du marché provoque une extraordinaire *uniformisation* des productions de la discipline. Fondamentalement, la concurrence homogénéise car, dans la compétition pour le succès, la recherche de la satisfaction du public le plus large pousse à la généralisation de produits passe-partout. Ce phénomène est amplifié encore par la concentration industrielle. L'apparition de grands groupes monopolisant des pans entiers de l'activité culturelle conduit rapidement à un étranglement de la production et à un formatage de la création. C'est donc à un véritable processus de régression que nous assistons dans le domaine de la production culturelle, régression provoquée par la captation de la culture par le marché. Dans le domaine de l'archéologie, cet appauvrissement de la discipline est d'autant plus inquiétant que celle-

ci a mis des siècles avant de s'imposer comme une pratique autonome. Le droit au libre exercice de la démarche archéologique a été conquis de haute lutte par des générations d'archéologues, qui ont défendu la discipline. Ils ont lutté pour que l'on entende la voix d'un autre passé, que ne connaissait pas l'Histoire. Ils se battus –souvent au péril de leur carrière et parfois de leur vie– contre le poids des doctrines religieuses ou morales, qui faisaient obstruction à la révélation des découvertes, et contre l'exploitation idéologique du passé que mettaient en place certains régimes totalitaires pour servir leur politique. Et nous qui ne risquons rien, nous serions prêts à abandonner notre archéologie contre la promesse illusoire du succès?

12. Nous réapproprier le Temps et l'Histoire

Nous ne pouvons plus longtemps l'ignorer: l'économie accapare désormais l'Histoire, c'est-à-dire la production d'Histoire. Le premier effet visible de ce phénomène est de vider l'Histoire de son contenu social. La charge du passé se dilue dans un temps abstrait et uniforme sur lequel nous n'avons, ni les uns ni les autres, plus aucune prise. Nous sommes devenus les *spectateurs* d'une Histoire qui se déroule apparemment sans nous. Le passé est *déjà dit*; il existe lui aussi comme un cadre normatif, hors duquel il est devenu impensable de sortir. En tant qu'archéologues, nous sommes réduits à n'être que des producteurs de données vides de signification; en tant que citoyens, nous sommes abaissés à n'être que des consommateurs de produits conçus comme des marchandises. Une telle situation produit au moins trois conséquences sur notre appréhension du temps et de l'Histoire :

1. D'une part, un *temps unifié*, ou «universel» s'impose partout; c'est le temps d'un même jour partout dans le monde du «temps réel» du monde global. Or, ce temps là imprègne naturellement le passé: c'est le temps de «l'histoire universelle», qui n'est autre qu'un nouvel habillage du vieux temps historiciste dont la nature totalitaire a été dénoncée dès la fin des années 1930 par le penseur allemand Walter Benjamin (Olivier 2008).

2. D'autre part, le temps est *vidé de sa substance*: c'est un temps abstrait, dominant toute temporalité locale, étouffant toute vie individuelle du temps, qui nous est donné comme seul réel. C'est ici toujours le «*temps vide et homogène*» que Benjamin désigne comme le temps de l'écrasement des hommes et du refoulement du passé (Benjamin 2000). C'est le temps de l'His-

toire «*toujours écrite par les vainqueurs*», toujours au service de la domination de la masse des «*sans voix*» de l'Histoire par ceux qui prétendent détenir le pouvoir de fixer la norme sociale.

3. Enfin, ce temps irréversible est imposé à tous, mais *l'usage nous en est refusé*: tout autre emploi que nous pourrions faire, à notre profit, de ce temps de l'Histoire pour lui trouver d'autres périodisations, faisant apparaître d'autres filiations dans la longue durée, nous est interdit. C'est sur ce temps historiciste que se fonde ce nouvel empire du temps; avec lui, c'est une nouvelle immobilité dans l'Histoire –qui fait écho à l'ancienne fixité du temps des sociétés inégalitaires du passé– qui nous est imposée.

En réalité, ce temps dont nous sommes exclus nous appartient en propre. C'est celui de notre vie, ici. Nous n'en avons pas d'autre. Ce temps est à nous non seulement parce que nous ne sommes pas les spectateurs mais les auteurs de notre propre his-

toire, mais aussi parce que c'est nous, les archéologues, qui explorons la mémoire de l'histoire des hommes, des lieux et des choses. Nous devons lutter de toutes nos forces contre la banalisation actuelle de l'archéologie; il nous faut «ré-enchanter» le passé révélé par la recherche archéologique, en lui restituant sa charge d'étrangeté et d'indécidabilité. Nous devons combattre précisément l'appropriation économique du temps; il nous faut libérer l'hétérogénéité du temps, rendre toute sa place à la mémoire, lui restituer sa force productrice d'accidents et de sens imprévus; bref, réintroduire la vie dans l'Histoire. C'est le présent que nous devons nous réapproprier: cet à présent dans lequel nous fouillons ne doit pas être plus longtemps le lieu d'où l'économie fait disparaître l'Histoire en notre nom. Car le présent est la place, au contraire, où la mémoire de la matière et de l'activité des hommes travaille, là où le passé nous est librement ouvert, juste à portée de main.

NOTAS

1. Pierre Bourdieu définit sous la notion d'*habitus* des «systèmes de dispositions durables et transposables (produits par) les conditionnements associés à une classe particulière de conditions d'existence» (Bourdieu, 1980: 88).
2. Sur l'état actuel des industries culturelles, on pourra se reporter en particulier à l'ouvrage de Jean-Pierre Warnier sur «*La mondialisation de la culture*» (Warnier, 1999).
3. Nous soulignons.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BENJAMIN W. (2000): Thèses sur le concept d'Histoire. Dans: *Œuvres*. Gallimard, Paris. Tome III. 427-443.
- BOURDIEU, P. (1980): *Le sens pratique*. Minuit, Paris.
- DEBORD, G. (1992): *La société du spectacle*. Gallimard, Paris.
- FOUCAULT, M. (1994): *Dits et Écrits, 1954-1988. Tome II, 1970-1975*. Gallimard, Paris.
- GORI, R. (2013): *La fabrique des imposteurs. Les liens qui libèrent*, Paris.
- HORKHEIMER, M.; ADORNO, T.W. (2012). *Kulturindustrie*. Allia, Paris.
- LATOUCHE, S. (1989): *L'occidentalisation du monde: Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*. La Découverte, Paris.
- LEROI-GOURHAN, A. (1983): *Ethnologie et Préhistoire (1935-1970)*. Fayard, Paris.
- LYOTARD, J.-F. (1979): *La Condition postmoderne*. Minuit, Paris.
- OLIVIER, L. (2008): *Le sombre abîme du temps. Mémoire et archéologie*. Éditions du Seuil, Paris
- OLIVIER, L. (2012): *Nos ancêtres les Germains. Les archéologues allemands et français au service du nazisme*. Tallandier, Paris.
- WARNIER, J. P. (1999): *La mondialisation de la culture*. La Découverte, Paris.